

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 23/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEPE DES GRAVIERES S.A.S. chez ALPIQ

27 rue des poissonniers
92200 Neuilly-Sur-Seine

Références : 20251223-RAP-DAEN1380
Code AIOT : 0006112726

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement CEPE DES GRAVIERES S.A.S. chez ALPIQ implanté lieu dit La Combie Chemin des Gravières 26230 Roussas. L'inspection a été annoncée le 05/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à la chute de la pale A de l'éolienne E2 rencontrée le 27 novembre 2025 autour de 1h du matin.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEPE DES GRAVIERES S.A.S. chez ALPIQ
- lieu dit La Combie Chemin des Gravières 26230 Roussas
- Code AIOT : 0006112726
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les caractéristiques du parc sont :

N° du Permis de construire et date : PC 262840P0012

Mise en Service : février 2006

Fabricant : VESTAS modèle V66/1,75

6 éoliennes de 1,75 MW unitaire

La hauteur de moyeu est de 60 mètres.

Le diamètre du rotor est de 66 mètres.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Balisage aéronautique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accès au site	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
4	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 09/12/2025, article R.512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la chute de la pale, les accès sont sécurisés et gardés. Un arrêté municipal est affiché à au moins deux points d'accès du site éolien.

Les contrôles réglementaires de serrages des boulons, de contrôle des pales et des systèmes de sécurité ont été faits en 2025.

Toutefois, l'exploitant devra fournir des éléments à l'inspection :

- justificatif de nettoyage du hub de E2 ;

- fournir un justificatif traçant le déclassement du dommage trouvé sur la pale A qui était côté 5 (dommage critique) ;
- justifier le changement du boulon défectueux au niveau de la boîte de vitesse d'E2 ;
- fournir le rapport de contrôle des pales de E2 réalisé à l'automne 2025.
- fournir la liste complète des équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.
- démontrera qu'il a été procédé au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement sur une périodicité ne dépassant pas 1 an.

L'exploitant fournira le manuel d'entretien concernant le serrage « roulement/pale ».

L'attente réglementaire concernant les consignes de sécurité a évolué.
Il convient que l'exploitant mette à jour ces dernières.

Deux balises aéronautiques sont à réparer. L'aviation civile doit être informée dans les meilleurs délais dans l'intervalle.

Le premier rapport d'accident a été fourni.

Le rapport d'accident sera complété au fur et à mesure de l'avancée de l'enquête approfondie de recherche des causes profondes et de remèdes à l'accident rencontré par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Accès au site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Cet accès est entretenu.</p> <p>Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p>
<p>Constats :</p> <p>La voie d'accès est entretenue, carrossable et permet l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence d'un gardien a été constatée.</p> <p>Un périmètre de sécurité par balisage est présent autour de l'éolienne concernée par la chute de pale : la numéro E2.</p> <p>L'affichage de l'arrêté municipal interdisant de pénétrer sur le site éolien des Gravières a été constaté à deux endroits sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au nord, à l'intersection entre la RD56 et le chemin forestier dit « de l'Argelas » menant au parc ; - sur le portail situé sur le chemin communal menant au parc.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles
Prescription contrôlée : <p>I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> <p>III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
Constats : <p>Serrages :</p> <p>Le rapport de serrage des éléments structurels a été fourni pour l'éolienne E2.</p> <p>Le dernier contrôle a eu lieu le 13 février 2025 (réalisé par la société CWD), la périodicité réglementaire est respectée.</p> <p>Les boulons pales / roulements de pale ont été contrôlés et n'ont pas mis en évidence de non-conformité.</p> <p>De l'huile à l'intérieur du hub est signalée, il convient de procéder à un nettoyage.</p> <p>L'exploitant précise qu'elle provient des vérins hydrauliques.</p> <p>Une problématique est relevée du côté de la boîte de vitesse. Un boulon est à changer.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il serait changé avant la fin de l'année 2025.</p>

Rapport de surveillance des pales E2 du 2/04/25 (contrôle du 18 mars 2025) :

L'exploitant a fait procéder à un contrôle des pales le 18 mars 2025. Un deuxième contrôle a eu lieu à l'automne 2025, l'exploitant est en attente du rapport.
La périodicité est respectée.

Dans le rapport du 2 avril 2025 on peut lire :

5 Summary

5.1 Observations

Critical damage found on blades

Blade A, No. : Class 5

Blade B, No. : Class 4

Blade C, No. : Class 3

5.2 Recommendations

Blade A, No. : Immediate action required to prevent turbine damage. Contact technical support.
Stop

operation, safety is not ensured.

Blade B, No. : Repair must be done within next 3 months

Blade C, No. : Repair must be done within next 6 months

Concernant la pale A (dommage critique (sévérité 5) sur le bord de fuite proche du hub, fissures longitudinales), l'exploitant et le maintenancier RES précisent en séance qu'une vérification ultérieure depuis la nacelle avait été réalisée. Le dommage n'était en réalité pas une fissure, un justificatif traçant ce constat doit être envoyé à l'inspection. La sévérité est donc moins importante que prévue initialement.

Concernant la pale B et C, les préconisations de réparation sont données à titre de précaution pour le fonctionnement de la pale. La sécurité n'est pas remise en cause.

Rapport de contrôle des Systèmes Instrumentés de Sécurité SIS (10/06/25) - opérations en avril 2025 :

Page 4/9 on peut lire :

4,4)Contrôle absence de fissure sur le bord d'attaque, bord de fuite et champs des 3 pales (blade)
Rotor Blade T002

fissures sur circonférence base pale A B C

3. Error not fixed

L'exploitant et le maintenancier RES, après vérifications, précisent en séance qu'il ne s'agit en fait pas de fissures mais d'un défaut de surface d'un joint. La sécurité n'est pas remise en cause.

Concernant les Systèmes Instrumentés de Sécurité (SIS), l'exploitant fournira la liste de ses équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant démontrera qu'il a procédé au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement sur une périodicité ne dépassant pas 1 an.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois :

- l'exploitant procédera au nettoyage du hub de E2 ;
 - il sera fourni un justificatif traçant le déclassement du dommage trouvé sur la pale A qui était côté 5 (dommage critique) ;
 - l'exploitant justifiera le changement du boulon défectueux au niveau de la boîte de vitesse ;
 - l'exploitant fournira le rapport de contrôle des pales de E2 réalisé à l'automne 2025.
 - concernant les Systèmes Instrumentés de Sécurité (SIS), l'exploitant fournira la liste de ses équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.
- L'exploitant démontrera qu'il a procédé au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement sur une périodicité ne dépassant pas 1 an.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Manuel d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Manuel d'entretien

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :**Manuel entretien VESTAS :**

Le document « Service Inspection form » a été fourni.

Il présente les actions de contrôles des éoliennes V66.

Concernant le contrôle des boulons pale - roulement de pale il est écrit qu'il doit être fait tous les 4 ans ce qui n'est pas conforme (il est par contre constaté que les serrages sont contrôlés dans les faits tous les 3 ans, l'avant dernier datant de 2022).

Ce document n'est pas le manuel d'entretien (concernant les serrages pale-roulement de pales) demandé par l'inspection qui a besoin de plus de détail (couples à appliquer, modes opératoires)

Il sera à fournir sous 1 mois.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant fera corriger la fréquence de contrôle des serrages de 4 à 3 ans comme prévu par la réglementation nationale.</p> <p>L'exploitant fournira sous 1 mois le manuel d'entretien (concernant les serrages pale-roulement de pales).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Rapport d'accident

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2025, article R.512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni une fiche Barpi de déclaration d'accident pour la chute de pale.</p> <p>Ce dernier a également fourni un premier rapport d'accident qu'il conviendra de compléter au fur et à mesure de l'avancée de son enquête approfondie de recherche des causes profondes et de remèdes à l'accident rencontré.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le rapport d'accident sera complété au fur et à mesure de l'avancée de l'enquête approfondie de recherche des causes profondes et de remèdes à l'accident rencontré par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Balisage aéronautique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Balisage aéronautique
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
Constats : L'exploitant déclare à l'inspection que deux balises aéronautiques sont hors services. Il sera fourni sous 1 mois le NOTAM à l'inspection qui montre que l'aviation civile a été informée et que les balises sont réparées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il sera fourni sous 1 mois le NOTAM à l'inspection qui montre que l'aviation civile a été informée et que les balises sont réparées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none">- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

Constats :

L'exploitant doit mettre à jour sous 3 mois ses consignes de sécurité en tenant compte de la modification de l'arrêté ministériel en vigueur qui demandent des compléments (en gras ci-après) :

- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (**notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides**) ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- **le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre à jour sous 3 mois ses consignes de sécurité en tenant compte de la modification de l'arrêté ministériel en vigueur qui demandent des compléments.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois